

Centre d'Accueil et d'Ecoute des Toxicomanes (CAET) du Cher	
Formation d'acteurs	Formation continue

"Formations adultes relais"

Lieu : CAET du Cher, Bourges, Date: 17, 18, 21, 22 et 23 octobre 2001

Organisateur : CAET

Historique de la formation

Le Centre d'Accueil et d'Ecoute des Toxicomanes (CAET) a été créé en 1986 et depuis sa création, des formations sur le "mode de grille du socle commun de connaissances" sont organisées. Il s'agit d'une "association loi 1901 de prévention spécialisée". En 1986, le centre avait un double financement provenant de la DDASS et de la Justice des orientations gouvernementales ont fait que le Ministère de la Justice s'est désengagé : depuis, le centre est financé également par la Caisse Primaire d'Assurance Maladie et fonctionne avec le Ministère de la Justice sous la forme de contrats d'objectifs.

Dès sa création, le CAET s'est inscrit dans la région centre avec les autres centres de soins "qui ont tous des fonctionnements administratifs très distincts (hôpitaux, association,...)" ce qui s'est traduit par la création d'une association réunissant les différents centres, le "comité pédagogique de la région centre (...)" mais aujourd'hui les centres se replient sur eux même car ils ont été récupérés par les plans départementaux". Cette association a permis notamment de créer un pôle ressource d'intervenants qui permet par exemple à des médecins de Chartres d'intervenir dans les formations du Cher.

Depuis 1997, "grâce aux orientations nationales", des formations sont mises en place régulièrement, sur le département, à raison de 2 à 3 stages d'une semaine par an, pour 12 ou 15 personnes par session. Ces formations portent sur la sensibilisation aux problèmes de toxicomanie et de dépendance (niveau 1) ou sur la sensibilisation à la relation d'aide (niveau 2, après avoir suivi le niveau 1).

Mise en œuvre des formations

Ces formations sont organisées par le Comité Départemental de Prévention de l'Alcoolisme (CDPA) et le CAET. Selon une personne du CAET, "à partir du moment où il y a eu les plans triennaux, le financement est devenu déclencheur". "Ca donne de l'énergie pour mettre en place des formations chaque année". "Avant nous étions moteur" et aujourd'hui se crée une émulation réciproque qui permet l'organisation de formations régulièrement.

L'objectif de ces ateliers est de constituer des groupes d'adultes formés, issus de structures diverses (personnel d'associations de quartier ou de milieu rural, du réseau Information Jeunesse, des PAIO (Permanence d'aide à l'information et à l'orientation) missions locales, maisons des jeunes, animateurs de Points Rencontres Jeunes, emplois jeunes dont agents locaux de médiation sociale, médiateurs, bénévoles...) et d'aider ces personnes qui peuvent être confrontées, au quotidien, à des comportements d'usagers.

En trois années, 105 personnes travaillant auprès des jeunes ont pu bénéficier de ces sessions de formation dont les frais pédagogiques sont pris en charge par la préfecture (crédits MILDT) et par la Direction Départementale de la Jeunesse et des Sports (crédits prévention).

L'offre de formation est envoyées à l'ensemble des structures d'accueil.

Lien avec le plan triennal

Utilisation du matériel de la MILDT (fiches du socle commun de connaissances, "savoir plus risquer moins", plaquettes d'information). Cependant sur des thèmes comme le cannabis, les documents sont jugés "frileux".

Co-financement MILDT

La contribution de la MILDT peut être considérée comme influente

Le CAET a été financé par les crédits MILDT à hauteur de 33 000 F (soit 5 030 euros) pour l'année 2001 afin d'organiser des formations. La décision de financer ces formations est prise lors des commissions et sont inscrites dans le plan départemental de prévention et de prise en charge des conduites addictives.

Un document qui présente la formation est élaboré par le CAET et diffusé à l'ensemble des partenaires par la DDJS. Il s'agit d'une procédure officielle qui permet de faire en sorte que "les responsables institutionnels s'engagent vis à vis de leurs salariés".

La formation qui a eu lieu au CAET en octobre 2001 était animée par une personne du CAET qui a une formation de formateur et d'éducateur spécialisé. Lors des 5 jours de formation 7 personnes sont intervenues : un médecin généraliste, un psychologue (CAET), un Formateur Relais Antidrogue (FRAD), un avocat, une personne du CDPA (psychologue), l'organisateur et un médecin spécialiste de la prise en charge psychiatrique. Un grand nombre de thèmes abordés dans les fiches du socle commun de connaissances ont été traités, notamment les représentations sociales, les politiques publiques, les produits et les risques, la prévention primaire et des approches sanitaires et sociales.

En général, les intervenants se voient avant pour "connaître le public qui sera présent et sur quel point intervenir".

Résultat de la formation

Le point de vue des organisateurs

"Les stagiaires sont très friands de concret", ils cherchent des solutions pour leur rôle de parents et pour leur quotidien de professionnel.

"Il faut calmer le jeu, dédramatiser et sécuriser"

Le stage de niveau 2 permet de traiter la question du concret, "comment se placer dans la relation avec des individus usagers ou délinquants".

Pour prévenir le risque de rejet des usagers, "on est amené à travailler avec les gens en donnant des savoir-faire dans la relation avec l'autre".

"Faire valoir qu'on peut travailler avec des toxicomanes et des jeunes" car beaucoup de professionnels sont découragés. "On travaille sur les limites, on ne peut pas tout faire".

Cette personne de l'organisation note qu'un grand nombre de participants n'ont pas la "culture de base" nécessaire. "L'avocat fait du prémaché en ce qui concerne la loi, on est obligé de travailler le domaine privé (apprentissage sur l'automédication)".

Au début du stage, les participants sont sur "la peur de l'autre, si on élimine le dealer et les produits, il n'y a plus de problème". Le but est donc d'introduire certaines informations comme par exemple que bien souvent "les fournisseurs des usagers sont des copains".

"On met en valeur le fait que les approches répressive, sanitaire et la prévention sont indissociables".

Bien souvent, "c'est nous qui invitons les enseignants à lire les bulletins officiels".

"Parfois la toxicomanie est un prétexte pour travailler la sécurisation, la *narcissisation* du professionnel, reconstruire sa vie privée et montrer qu'il est possible de se regrouper pour travailler en semble (association loi 1901)".

Un intervenant de la police nationale qui travaille sur les produits utilise le matériel mis à disposition par le ministère Ministère de l'Intérieur, notamment "la fameuse mallette des produits". Même "si tous les produits n'ont pas la même dangerosité", cet intervenant travaille sur les comportements à risques. "Je n'hésite pas à me plonger dans la documentation de l'observatoire pour actualiser mes connaissances (...), je fais partie de la Milad et je note une évolution très nette".

Lors de ces formations, cet intervenant nous dit rester "dans un cadre qui est déterminé par les textes".

"Sincèrement, il n'y a pas de difficultés" avec les participants.

"Les participants sont motivés pour mettre en place des projets et font parfois appel à moi".

Le point de vue des participants

Il ressort des grilles d'évaluation réalisée par les organisateurs que les participants trouvent la formation trop courte ("pas assez de temps") et il y a un manque de concret de la formation.

Selon un participant, animateur de quartier, la formation a répondu à ses problématiques ("connaître et reconnaître"). Il était intéressé par de l'information sur les produits et "les effets sur l'organisme".

"Ca a fait un sujet de débat avec les jeunes" au retour de sa formation.

Ce participant, nous dit avoir l'intention de mettre en place des projets, "c'est à réutiliser".

Lors de notre enquête réalisée en février mars 2002 auprès de 9 participants, 6 personnes ont relevé comme point fort de la formation les échanges entre participants et 5 comme point faible le manque de solutions à leurs problèmes concrets. 5 personnes ont changé fortement leur façon de parler des drogues et 7 ont renforcé fortement leur réseau professionnel cependant 5 participants n'ont pas lancé ou n'ont pas l'intention de lancer ou mener des projets sur le thème des drogues et la prévention des dépendances.

Le contexte

"Si les données statistiques en matière de toxicomanie ne placent pas le département du Cher en zone particulièrement à risque, elles appellent à la vigilance. En effet, si le nombre de toxicomanes aux opiacés est sans rapport avec ceux observés dans certaines régions de France, la ruralisation de la consommation de substances illicites, la mortalité due à l'alcool dans le département incitent à une démarche active en matière de lutte contre les addictions". (Source : Plan départemental)

Le chef de projet est arrivé en 2000, il n'a donc joué qu'un rôle "très minime". Les formations avaient été mises en place en 1997 par son collègue, conseiller d'éducation populaire et de jeunesse, à la DDJS (Direction Départementale de la Jeunesse et des Sports). Ce dernier insiste sur le fait que le programme de formation doit s'inspirer du plan Triennal ("approche non centrée sur les produits") et doit utiliser le matériel, type "savoir plus, risquer moins".

Il n'existe toujours pas de CIRDD sur le département, alors qu'en 2000 et 2001, des projets présentés à la MILDT ont été refusés. Une des raisons semble être le fait que ce projet n'était "pas assez multipartenarial".

Le schéma départemental de lutte contre la drogue et la prévention des dépendances a été validé le 26 octobre 2001 et est dans la lignée du plan départemental de 1997 à 1999, comme le montre la poursuite des formations mises en place auparavant.

Un projet de "session de formation de formateurs" est en cours d'élaboration cependant aucun groupe de pilotage n'a encore été mis en place. Cette formation serait donc destinée "aux acteurs propres du plan triennal", c'est à dire les personnes entourant le chef de projet départemental. L'objectif étant de la mettre en place pour le second semestre 2002.

A noter, un CD ROM "Tu carbures à quoi?" qui a vu le jour en avril 2000, fruit de la programmation du plan départemental de lutte contre la toxicomanie 1997-99. Mis en œuvre par la Direction Départementale de la

Jeunesse et des Sports, l'association EMMETROP, la Mutualité du Cher et la Fédération des Œuvres Laïques, ce projet a permis à une centaine de jeunes de 15 à 25 ans du département de créer un outil multimédia sur la prévention des dépendances. Ce CD ROM a reçu l'avis favorable de la MILDT comme outil de prévention.

Entretiens

Chef de projet : médecin inspecteur

Collaborateur du chef de projet : DDJS

Organisateur : CAET

Intervenant : PFAD

Participant : Animateur

Enquête par questionnaire

Liste des participants reçue (11 personnes)